

Les crédits

centé. Mais cela n'a pas empêché le député d'accuser ces personnes d'être corrompues. Même si un tribunal de notre pays les a innocentées, cela n'a pas empêché le député de prendre la parole et de les calomnier à nouveau parce que des chefs d'accusation ont un jour pesé sur elles. D'après le député, quand un chef d'accusation pèse sur quelqu'un, celui-ci est coupable.

Le député a ensuite parlé—je reviendrai sur la question de la publicité dans un moment—des nominations issues du népotisme. Il a parlé de l'engagement du premier ministre. Dès qu'il a été porté au pouvoir, le premier ministre a, avant toutes choses, créé un comité parlementaire présidé par Jim McGrath; ce comité a établi que toutes les nominations faites par le gouverneur en conseil peuvent être examinées par les comités de la Chambre, ce qui constitue une innovation majeure.

Le député a alors dit qu'il voulait parler de Dalton Camp. Le Cabinet du premier ministre a embauché Dalton Camp à contrat, au même titre que mon bureau de circonscription et celui du député embauchent des employés. Le député veut-il dire que pour embaucher tous nos employés—les siens y compris—nous devons d'abord obtenir l'approbation d'un comité de la Chambre? Quelle suggestion absurde! Le député aime calomnier, médire, condamner malicieusement des gens qui ne sont pas ici pour se défendre. Il a utilisé cette institution, avec les privilèges et les immunités qu'elle procure, pour calomnier injustement ces personnes et dire que quiconque a osé participer à des activités politiques pour le Parti progressiste conservateur est indigne d'une charge publique.

Il est curieux qu'il n'ait pas dénoncé la nomination d'Aideen Nicholson à la Commission d'appel de l'immigration ni celle de George Henderson au Tribunal d'appel des anciens combattants, tous deux d'anciens libéraux, ni la nomination d'Ian Deans. Seuls ceux qui ont entretenu des liens avec le Parti progressiste conservateur sont corrompus. Les autres sont parfaits.

M. Kilgour: Comme 99 p. 100 de vos nominations. C'est vraiment jouer sur les mots.

M. Andre: Le député devrait écrire un autre livre que personne ne peut lire au lieu de rester là.

Mme le vice-président: J'imagine que le député d'Edmonton-Sud-Est voudra intervenir bientôt. Il voudra probablement exprimer son avis sans être continuellement interrompu. Je crois qu'il serait sage et généreux de

sa part d'avoir la même obligeance envers le ministre qui a la parole.

M. Andre: Madame la Présidente, le député a cité plusieurs auteurs, notamment Stevie Cameron. Stevie Cameron a déjà écrit. . .

M. Kilgour: Il va maintenant dire du mal de Stevie Cameron qui vient d'une bonne famille conservatrice.

Une voix: Le ministre ne la connaît même pas.

M. Andre: Madame la Présidente, il vous faudra bientôt museler le député. Stevie Cameron a rencontré un décorateur, Giovanni Mowinkle, qui lui a dit: «Savez-vous combien il y a de penderies au 24, promenade Sussex?» Le *Globe and Mail* a par la suite consacré deux pages pleines à la dimension des penderies, au nombre de chaussures et au scandale que cela causait.

La parution de cet article a été suivie de deux événements. Premièrement, Giovanni Mowinkle a quitté le pays avec la GRC à ses trousses. Deuxièmement, Geoff Stevens, le rédacteur en chef du *Globe and Mail* que citait le député de Glengarry—Prescott—Russell, a été congédié.

M. Kilgour: Dites-nous quelque chose de substantiel, Harvey.

M. Andre: Madame la Présidente, je veux, en fait, profiter de l'occasion pour aborder une question que le député a soulevée à la fin de son intervention. Il s'agit de la publicité et du favoritisme et des agissements inconvenants et illégaux dont nous a accusés le député en parlant des contrats de publicité. Je voudrais prendre quelques instants pour répondre à ces accusations.

Avant 1979, c'étaient les ministères qui se chargeaient de la publicité. Chacun choisissait son agence pour diriger sa propre campagne. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les gouvernements libéraux de l'époque aient choisi des agences libérales. Ils embauchaient des gens en qui ils avaient confiance. C'est normal.

En 1979, le gouvernement Clark a créé le Groupe de gestion de la publicité. Il semble que le programme du Parti libéral prévoie d'appliquer une mesure semblable après les prochaines élections. Le Groupe de gestion de la publicité coordonne toutes les campagnes de publicité des ministères pour garantir que le gouvernement paie le moins cher possible, qu'il atteigne les groupes cibles, que les contrats soient réalisés dans les règles, ainsi de suite. C'est un principe que les libéraux ont conservé en 1980, après leur retour au pouvoir, et ce système est toujours en place. Bien sûr, ce gouvernement avait confié, par